

Le président de la République française et l'Afrique (2026)

La fin du pré carré et la recherche d'un nouveau
partenariat stratégique



WinstantGold



Version longue

Table des matières

Introduction — La fin d’un cycle africain français.....	3
1. Sortir de la Françafrique : rupture doctrinale et crise de puissance.....	6
Déconstruire l’héritage postcolonial	6
La crise sécuritaire et la fin du modèle Barkhane	7
La compétition mondiale pour l’Afrique	9
2. Repenser le partenariat Afrique-France	12
De l’aide au développement à l’investissement stratégique	12
Les ressources stratégiques et la souveraineté africaine	14
Jeunesse, État et développement	15
3. Les contradictions de la doctrine Macron	18
L’Algérie, l’immigration et les fractures françaises	18
Une doctrine cohérente confrontée à la réalité africaine	19
Conclusion — La France après la Françafrique.....	22

Introduction — La fin d’un cycle africain français

La France et le Kenya comme co-organisateur — L’intitulé même du sommet « Africa Forward », co-organisé par la France et le Kenya à Nairobi les 11 et 12 mai 2026, traduit la volonté française de mettre en scène une nouvelle relation avec le continent africain. Avant l’ouverture du forum, Emmanuel Macron a accordé un entretien à Jeune Afrique, publié au premier jour du sommet. Pour qui suit attentivement les politiques africaines françaises, cette co-organisation constitue déjà un message politique : la France cherche désormais à inscrire sa présence africaine dans une logique moins tutélaire et davantage partenariale.

Nairobi comme démonstration du « partenariat réinventé » — L’innovation d’un sommet France–Afrique organisé sur le sol africain, dans une capitale anglophone et hors de l’ancien pré carré francophone, sous-tend à l’évidence la confirmation du changement tenté par Emmanuel Macron au cours de ses deux mandats. Le président français insiste lui-même sur le fait que l’événement est co-organisé avec le Kenya afin d’incarner concrètement le « partenariat réinventé » qu’il appelle de ses vœux depuis 2017. Le choix de Nairobi vise ainsi à symboliser une relation moins verticale, davantage tournée vers la coopération économique, technologique et continentale.

Nairobi comme symbole politique — Le sommet Africa Forward marque d’abord un déplacement symbolique majeur de la politique africaine française. Pour la première fois, un sommet franco-africain se tient dans un pays non francophone. Ce choix n’est pas seulement géographique. Il signifie la volonté d’Emmanuel Macron de sortir la coopération franco-africaine de l’ancien « pré carré » et de l’inscrire dans un espace continental plus large, anglophone, économique et multipolaire.

La fin du réflexe francophone — En choisissant Nairobi, Emmanuel Macron cherche à montrer que la France ne veut plus penser l’Afrique uniquement à travers ses anciennes colonies, ses réseaux historiques et ses héritages postcoloniaux. Le Kenya devient ainsi le symbole d’une Afrique nouvelle, tournée vers la technologie, la jeunesse, l’investissement et les marchés mondiaux. Ce déplacement du centre de gravité traduit aussi la reconnaissance implicite d’un affaiblissement français dans plusieurs espaces francophones, notamment au Sahel.

De Ouagadougou à Nairobi — Depuis son discours prononcé à Ouagadougou en novembre 2017, Emmanuel Macron tente de reformuler la relation entre la France et le continent africain autour d’une idée centrale : celle d’un « partenariat réinventé ». L’entretien accordé à Jeune Afrique et The Africa Report s’inscrit dans la continuité de cette ambition politique. Nairobi apparaît alors comme l’aboutissement d’une séquence ouverte près d’une décennie plus tôt, marquée par la volonté du président français de rompre avec les codes traditionnels de la Françafrique et les relents postcoloniaux dont il a constamment cherché à se démarquer.

Un partenariat réinventé — Le vocabulaire utilisé par Emmanuel Macron n’est pas neutre. Lorsqu’il affirme croire « profondément en la nécessité d’un partenariat équilibré », puis évoque un « partenariat réinventé », il cherche à substituer à l’ancienne relation d’influence une relation de coopération entre souverainetés. Cette doctrine repose sur une promesse : sortir du paternalisme politique, de la dépendance

sécuritaire et de l'économie de rente pour construire une relation fondée sur l'investissement, la jeunesse et la transformation productive.

La crise du modèle sahélien — Cette tentative de refondation intervient toutefois dans un contexte de crise profonde de la présence française en Afrique. Le retrait du Mali, du Burkina Faso et du Niger, la constitution de l'Alliance des États du Sahel et la montée du discours antifrçais ont profondément fragilisé la légitimité de Paris. Lorsque Macron affirme que « quand notre présence n'a plus été souhaitée, nous sommes partis », il acte la fin d'un modèle militaire désormais politiquement intenable.

La fin des bases permanentes — La doctrine sécuritaire française change également de nature. Emmanuel Macron explique que la France n'est plus dans une logique de « grosses bases » installées durablement, mais dans une logique de formation, d'équipement et d'appui aux armées africaines. Cette évolution traduit un changement stratégique majeur. La présence militaire française ne peut plus être pensée comme une infrastructure permanente d'influence. Elle doit désormais être justifiée, acceptée et adaptée à la souveraineté des États partenaires.

Une doctrine sous contrainte — L'entretien ne relève donc pas seulement de la communication politique. Il constitue une tentative de reconstruire une doctrine africaine française au moment même où les instruments historiques de puissance française s'affaiblissent. Emmanuel Macron ne cherche plus à préserver le vieux système du pré carré. Il tente de définir une relation post-impériale compatible avec un continent plus souverain, plus exigeant et davantage sollicité par les nouvelles puissances mondiales.

La fin de l'aide classique — L'un des marqueurs de cette nouvelle doctrine réside dans le refus du vocabulaire traditionnel de l'aide. Emmanuel Macron affirme que « nous ne sommes plus dans une logique d'aide » et préfère parler « d'investissement solidaire et durable ». Cette formule traduit une bascule importante. L'Afrique n'est plus seulement pensée comme destinataire de financements publics venus du Nord, mais comme espace d'investissement, de croissance, d'innovation et de structuration économique.

Les minerais critiques comme enjeu central — La politique africaine de la France se reformule aussi autour des ressources stratégiques. Emmanuel Macron insiste sur les minerais critiques, les terres rares et les besoins européens en matériaux indispensables aux transitions énergétique, industrielle et militaire. Mais il affirme également que l'Afrique veut « pouvoir les extraire et les valoriser chez elle ». Cette reconnaissance est essentielle. Elle fait de la transformation locale et de la souveraineté économique africaine des enjeux centraux du nouveau partenariat.

Une Afrique devenue multipolaire — L'Afrique décrite par Emmanuel Macron n'est plus celle des indépendances ni celle des interventions françaises des décennies passées. C'est une Afrique courtisée par la Chine, la Russie, la Turquie, les États-Unis et les puissances du Golfe. Dans cet environnement, la France n'est plus seule, ni même toujours centrale. Elle doit désormais convaincre, proposer et composer avec des États africains capables de diversifier leurs alliances et de faire jouer la concurrence stratégique.

La France parmi d'autres — La phrase selon laquelle il faut laisser les États sahéliens « tracer leur propre chemin » résume peut-être le basculement historique de cette politique africaine. Elle reconnaît que la France ne peut plus prétendre organiser seule

les trajectoires politiques, sécuritaires ou économiques du continent. Elle devient un partenaire parmi d'autres, dans un monde de souverainetés concurrentes. C'est précisément cette transition que l'article devra analyser : la France après la Françafrique.

1. Sortir de la Françafrique : rupture doctrinale et crise de puissance

Déconstruire l'héritage postcolonial

La condamnation de la colonisation — Emmanuel Macron rappelle dans son entretien avoir « condamné avec force la colonisation » dès février 2017, avant même son élection à la présidence française. Cette prise de position constitue l'un des actes fondateurs de sa doctrine africaine. En qualifiant alors la colonisation de « crime contre l'humanité », il rompait avec plusieurs décennies d'ambiguïtés françaises sur la question mémorielle. Cette rupture devait permettre de reconstruire une relation politique nouvelle avec les sociétés africaines postcoloniales.

Le refus du déterminisme colonial — Emmanuel Macron refuse cependant de faire de la colonisation l'explication unique des difficultés africaines contemporaines. « Je ne lui imputerai pas tout », affirme-t-il, en rappelant que certains pays non colonisés connaissent également des problèmes de gouvernance. Cette position cherche à introduire une lecture plus complexe des trajectoires africaines. Le Président français tente ainsi d'articuler reconnaissance historique et responsabilisation des élites post-indépendance, au risque parfois d'alimenter des critiques contradictoires des deux côtés.

La critique du pré carré — L'entretien contient probablement l'une des critiques les plus explicites jamais formulées par un président français contre l'ancien système africain de la Ve République. Emmanuel Macron reconnaît que « la relation économique suivait une logique de pré carré » destinée à préserver certains intérêts stratégiques français après les indépendances. Cette reconnaissance est essentielle car elle admet implicitement l'existence d'un système mêlant influence politique, dépendance sécuritaire, réseaux économiques et stabilisation de régimes alliés au nom des intérêts français.

La fin des non-dits africains — Emmanuel Macron explique également qu'il existait entre la France et l'Afrique « un impensé et beaucoup de non-dits » empêchant toute relation équilibrée. Cette formule résume l'un des objectifs centraux de sa politique africaine : sortir des ambiguïtés historiques qui rendaient impossible une relation assumée entre Paris et les sociétés africaines. La mémoire coloniale, les interventions militaires, les réseaux d'influence ou encore les dépendances économiques devaient être explicitement reconnus afin de permettre une normalisation progressive de la relation franco-africaine.

Le discours de Ouagadougou comme rupture doctrinale — Le discours prononcé à Ouagadougou en novembre 2017 demeure le texte fondateur de cette tentative de refondation. Emmanuel Macron y affirmait déjà vouloir construire avec les nouvelles générations africaines une relation débarrassée des logiques postcoloniales. Dans l'entretien accordé à Jeune Afrique et The Africa Report, il présente explicitement le sommet de Nairobi comme le prolongement direct de cette séquence politique. Le « partenariat réinventé » devient ainsi la colonne vertébrale doctrinale de sa stratégie africaine depuis son arrivée au pouvoir.

Le partenariat réinventé — Lorsqu'Emmanuel Macron évoque « la nécessité d'un partenariat équilibré », il cherche à substituer à la logique historique d'influence une logique de coopération entre souverainetés. Cette évolution implique théoriquement la fin des rapports paternalistes hérités de la Françafrique. Le partenariat proposé

repose désormais sur l'investissement, la jeunesse, les infrastructures, l'innovation et la transformation économique plutôt que sur les anciennes relations politico-militaires privilégiées entre Paris et certains régimes africains.

La réforme du franc CFA — La question du franc CFA apparaît également comme un marqueur important de cette volonté de rupture. Emmanuel Macron rappelle que cette monnaie « cristallisait les critiques » adressées à la France en Afrique de l'Ouest. En soutenant sa réforme puis sa transformation progressive, Paris cherchait à répondre à l'un des symboles les plus contestés de la présence française postcoloniale. Le Président français affirme désormais que la construction d'une intégration monétaire appartient avant tout aux organisations ouest-africaines elles-mêmes.

Le CFA comme symbole politique — Au-delà de la question monétaire, le débat autour du franc CFA révélait surtout une crise plus profonde de légitimité française sur le continent. Pour une partie croissante des opinions publiques africaines, cette monnaie représentait la survivance d'un système de dépendance économique hérité de la colonisation. En acceptant d'engager sa réforme, Emmanuel Macron reconnaissait implicitement que certains instruments historiques de l'influence française étaient devenus politiquement intenable dans une Afrique de plus en plus sensible aux questions de souveraineté économique et monétaire.

Les restitutions culturelles — Emmanuel Macron présente également les restitutions d'œuvres africaines comme une « vraie révolution ». Il rappelle que les premières restitutions ont concerné le Bénin, le Sénégal et la Côte d'Ivoire, avant l'adoption définitive d'une loi française facilitant ce processus. Cette politique mémorielle poursuit plusieurs objectifs : reconnaître les spoliations coloniales, rééquilibrer symboliquement la relation culturelle avec l'Afrique et modifier le regard français sur les patrimoines africains longtemps appropriés par les institutions occidentales.

Changer le regard sur l'Afrique — La création de la Maison des mondes africains à Paris participe également de cette stratégie culturelle. Emmanuel Macron explique vouloir « induire un changement de regard complet » sur les sociétés africaines contemporaines. La culture devient ainsi un instrument de refondation politique de la relation Afrique-France. Il ne s'agit plus uniquement de coopération diplomatique ou économique, mais d'une tentative plus large de transformation des représentations historiques héritées de la période coloniale et postcoloniale.

Une rupture encore inachevée — Malgré ces évolutions doctrinales, la rupture avec la FrancAfrique demeure incomplète et contestée. Les interventions militaires françaises, les tensions au Sahel, les débats sur l'immigration ou encore les perceptions persistantes de dépendance économique continuent d'alimenter la défiance d'une partie des opinions africaines. Emmanuel Macron tente de construire une relation post-impériale, mais cette transition se heurte à la fois au poids des héritages historiques et aux nouvelles rivalités géopolitiques qui traversent désormais le continent africain.

La crise sécuritaire et la fin du modèle Barkhane

Le Sahel comme fracture stratégique — La politique africaine d'Emmanuel Macron s'est progressivement heurtée à une crise majeure au Sahel, devenue le principal théâtre de l'affaiblissement de l'influence française en Afrique. Héritière des opérations Serval puis Barkhane lancées sous François Hollande, la présence militaire

française devait initialement empêcher l'effondrement sécuritaire du Mali et contenir l'expansion des groupes djihadistes dans la région. Mais cette intervention de long terme a progressivement perdu sa légitimité politique auprès d'une partie croissante des opinions publiques sahéliennes.

La France comme puissance sécuritaire — Pendant près d'une décennie, la France a constitué la principale puissance militaire extérieure engagée dans la lutte contre les groupes armés au Sahel. Emmanuel Macron rappelle lui-même que « la France a perdu plusieurs dizaines de ses enfants pour la souveraineté du Mali, pour la sécurité du Burkina Faso et du Niger ». Cette affirmation vise à rappeler le coût humain de l'engagement français et la conviction de Paris d'avoir agi au nom de la stabilité régionale et de la sécurité des États sahéliens.

L'épuisement du modèle Barkhane — Malgré les succès tactiques obtenus sur le terrain, le modèle Barkhane s'est progressivement épuisé politiquement. La présence militaire française, pensée comme une réponse sécuritaire à la menace djihadiste, a fini par être perçue par une partie des sociétés sahéliennes comme un dispositif permanent d'ingérence étrangère. Emmanuel Macron reconnaît lui-même que les « grosses bases » françaises « n'étaient plus comprises » et étaient devenues, notamment sous l'effet du « narratif russe », des symboles supposés du néocolonialisme français.

Le rejet populaire de la présence française — La montée des manifestations antifrançaises au Mali, au Burkina Faso ou au Niger a profondément transformé l'environnement politique régional. Les drapeaux russes brandis lors des rassemblements hostiles à Paris ont illustré la crise de crédibilité française au Sahel. Cette défiance ne relevait pas uniquement de campagnes d'influence extérieures. Elle traduisait également l'usure d'une présence militaire étrangère durable, incapable d'apporter une stabilisation sécuritaire suffisamment visible pour convaincre durablement les populations locales.

Le départ du Mali — Le retrait français du Mali constitue probablement le tournant le plus symbolique de cette séquence historique. Après les coups d'État successifs et la rupture avec les autorités maliennes, Paris a été contraint de mettre fin à l'opération Barkhane sur le territoire malien. Emmanuel Macron insiste toutefois sur le fait que « quand notre présence n'a plus été souhaitée, nous sommes partis ». Cette formule cherche à présenter le retrait français non comme une humiliation stratégique, mais comme une conséquence logique du principe de souveraineté des États partenaires.

L'Alliance des États du Sahel — La création de l'Alliance des États du Sahel (AES) par le Mali, le Burkina Faso et le Niger marque une nouvelle étape dans la recomposition politique régionale. Cette alliance entre régimes militaires traduit à la fois la volonté de rupture avec les anciennes architectures sécuritaires soutenues par Paris et la recherche de nouveaux équilibres géopolitiques. Emmanuel Macron adopte à ce sujet une posture relativement prudente, affirmant qu'il faut « laisser ces États et leurs dirigeants, même putschistes, tracer leur propre chemin ».

Le temps des juntes sahéliennes — Le Président français continue néanmoins d'espérer un retour futur à des gouvernements démocratiquement élus au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Il évoque notamment Mohamed Bazoum comme un président « ô combien estimable » dont la détention constitue selon lui « l'un des grands scandales de cette région ». Cette position révèle l'ambiguïté actuelle de la doctrine française : reconnaître les nouvelles réalités politiques sahéliennes tout en refusant de légitimer durablement les régimes issus des coups d'État militaires.

La transformation de la doctrine militaire — Face à cette crise, Emmanuel Macron cherche à redéfinir le rôle militaire français en Afrique. Il affirme que la France n'est plus dans une logique de présence permanente, mais dans une logique de coopération sécuritaire plus légère : formation, équipement, structuration des armées locales et appui ponctuel. Cette évolution traduit une rupture stratégique importante. La présence militaire française ne doit plus apparaître comme une infrastructure durable de puissance, mais comme un soutien limité à la souveraineté sécuritaire des États africains partenaires.

L'Union africaine comme alternative — Emmanuel Macron insiste également sur la nécessité de renforcer les capacités sécuritaires africaines elles-mêmes. Il estime que l'Union africaine doit disposer de moyens permanents, d'envoyés spéciaux et de capacités de financement pour conduire ses propres opérations de maintien de la paix. Cette approche traduit une évolution doctrinale importante : la stabilité du continent ne peut plus reposer durablement sur des interventions militaires occidentales, mais doit progressivement être portée par des mécanismes africains de sécurité collective.

Le Sahel comme crise postcoloniale — La crise sahélienne dépasse finalement la seule question militaire. Elle révèle l'épuisement d'un modèle historique de présence française construit autour de la sécurité, des réseaux politiques et de la gestion des crises régionales. Le rejet populaire de la France, la montée des souverainismes africains et la concurrence de nouvelles puissances extérieures ont profondément modifié les rapports entre Paris et ses anciens partenaires sahéliens. La fin du modèle Barkhane marque ainsi la fin d'une certaine architecture postcoloniale de la puissance française en Afrique.

La compétition mondiale pour l'Afrique

L'Afrique au cœur des rivalités mondiales — Emmanuel Macron présente l'Afrique comme l'un des principaux espaces de recomposition géopolitique du XXI^e siècle. Le continent n'est plus seulement perçu à travers les questions humanitaires ou sécuritaires, mais comme un espace stratégique convoité pour ses ressources, sa démographie, ses marchés et sa position dans les transitions énergétiques mondiales. Cette évolution transforme profondément la place de l'Afrique dans les rapports internationaux et intensifie la compétition entre puissances établies et émergentes pour l'accès aux ressources et aux infrastructures stratégiques.

Les minerais critiques comme enjeu mondial — Les ressources minières africaines occupent désormais une place centrale dans cette nouvelle compétition mondiale. Emmanuel Macron insiste particulièrement sur les « minerais critiques » et les « terres rares » devenus indispensables aux industries énergétiques, numériques et militaires contemporaines. Le cobalt, le lithium, le cuivre ou encore le coltan conditionnent aujourd'hui les transitions industrielles des grandes puissances. L'Afrique devient ainsi un espace stratégique majeur des nouvelles chaînes de valeur mondiales liées aux batteries, aux véhicules électriques et aux technologies avancées.

La Chine comme puissance dominante — Emmanuel Macron désigne explicitement la Chine comme l'un des principaux acteurs de cette compétition africaine contemporaine. Pékin a progressivement construit sa présence sur le continent à travers les infrastructures, les prêts, les investissements miniers et les grands projets industriels liés aux Nouvelles Routes de la Soie. Cette stratégie a permis à la Chine

d'acquérir une influence économique considérable dans plusieurs régions africaines tout en sécurisant son accès à des ressources devenues essentielles pour sa puissance industrielle et technologique.

La critique du modèle chinois — Le Président français affirme que « la Chine est dans une logique prédatrice ». Cette formule constitue l'une des critiques géopolitiques les plus directes formulées dans l'entretien. Emmanuel Macron reproche à Pékin de transformer les ressources africaines sur son propre territoire afin d'y concentrer la valeur ajoutée industrielle tout en créant des dépendances économiques par ses mécanismes de licences et de financement. Cette critique vise à opposer le modèle européen de partenariat à une stratégie chinoise présentée comme asymétrique et extractive.

La Russie et les guerres d'influence — La Russie apparaît également comme un acteur central des nouvelles rivalités africaines. Emmanuel Macron évoque explicitement le « narratif russe » ayant contribué à délégitimer la présence militaire française au Sahel. Moscou utilise désormais l'Afrique comme un espace d'influence diplomatique, sécuritaire et informationnelle, notamment à travers les sociétés militaires privées, les campagnes médiatiques et les accords sécuritaires conclus avec plusieurs régimes africains. Cette présence russe s'inscrit dans une logique plus large de contestation de l'influence occidentale sur le continent.

Les guerres de proxy africaines — Emmanuel Macron dénonce également le risque de voir l'Afrique devenir « le théâtre des influences militaires des uns et des autres et des guerres de proxys ». Cette lecture géopolitique dépasse le seul cas du Sahel. Le Président français évoque aussi la Libye ou le Soudan comme des espaces où les rivalités entre puissances étrangères alimentent les conflits internes. L'Afrique apparaît alors comme un terrain de confrontation indirecte entre États cherchant à étendre leurs zones d'influence politique, militaire ou économique.

La Turquie comme puissance intermédiaire — Emmanuel Macron cite également la Turquie parmi les puissances ayant adopté des logiques de puissance concurrentes sur le continent africain. Ankara a considérablement renforcé sa présence économique, diplomatique et militaire en Afrique au cours des dernières années. Bases militaires, accords commerciaux, industrie de défense et diplomatie religieuse permettent désormais à la Turquie de s'imposer comme un acteur important dans plusieurs régions africaines, notamment dans la Corne de l'Afrique et au Sahel.

L'Europe comme alternative stratégique — Face à ces puissances concurrentes, Emmanuel Macron tente de présenter l'Europe comme un partenaire différent. Il affirme que « les Européens ne sont pas les prédateurs de ce siècle » et défend un modèle fondé sur le multilatéralisme, l'état de droit et le commerce ouvert. Cette argumentation vise à repositionner l'Union européenne comme une puissance coopérative capable de proposer des partenariats moins déséquilibrés que ceux attribués à la Chine ou à la Russie.

Le partenariat gagnant-gagnant — Emmanuel Macron défend notamment l'idée d'un partenariat « gagnant-gagnant » entre l'Europe et l'Afrique autour des ressources stratégiques. L'Europe aurait besoin des minerais critiques africains pour ses industries de défense et ses transitions énergétiques, tandis que l'Afrique souhaiterait développer localement ses capacités d'extraction et de transformation. Cette approche cherche à associer souveraineté africaine, industrialisation locale et coopération

économique euro-africaine dans une logique présentée comme plus équilibrée que les modèles purement extractifs du passé.

L'autonomie stratégique comme doctrine — Emmanuel Macron affirme finalement défendre « une stratégie d'autonomie pour l'Europe comme pour l'Afrique ». Cette idée constitue l'un des pivots doctrinaux de son entretien. Dans un monde marqué par le retour des rivalités de puissance, l'Afrique et l'Europe devraient selon lui éviter de devenir dépendantes de nouveaux empires économiques ou technologiques. La souveraineté devient alors un enjeu partagé : souveraineté industrielle européenne et souveraineté économique africaine apparaissent comme deux dimensions complémentaires d'un même rééquilibrage géopolitique mondial.

2. Repenser le partenariat Afrique-France

De l'aide au développement à l'investissement stratégique

La fin du paradigme de l'aide — Emmanuel Macron affirme explicitement que « nous ne sommes plus dans une logique d'aide ». Cette phrase constitue l'un des pivots doctrinaux majeurs de son entretien accordé à Jeune Afrique et The Africa Report. Le Président français considère que la notion classique d'aide publique au développement n'est « plus véritablement comprise » par les partenaires africains. Cette évolution traduit une volonté de rompre avec une relation historiquement marquée par l'assistance, la dépendance financière et les asymétries héritées de l'ère postcoloniale.

L'investissement solidaire et durable — À la logique traditionnelle de l'aide, Emmanuel Macron oppose désormais celle de « l'investissement solidaire et durable ». Le changement de vocabulaire est important. L'Afrique n'est plus pensée uniquement comme un espace nécessitant des transferts publics venus du Nord, mais comme un continent d'investissement, de croissance et de transformation économique. Cette approche cherche à repositionner la relation Afrique-France autour des infrastructures, des chaînes de valeur, de l'innovation et du financement productif plutôt qu'autour de la seule assistance budgétaire ou humanitaire.

Le Sommet pour le financement des économies africaines — Emmanuel Macron présente le Sommet pour le financement des économies africaines organisé à Paris en 2021 comme l'un des premiers moments structurants de cette nouvelle doctrine financière. Ce sommet visait à repenser les mécanismes de financement du continent après le choc économique provoqué par la pandémie de Covid-19. L'objectif affiché consistait à construire des instruments capables de mobiliser davantage de capitaux privés tout en réduisant les fragilités financières structurelles de nombreux États africains.

Le Pacte de Paris comme continuité — Le Président français inscrit également le « Pacte de Paris pour les peuples et la planète » dans cette tentative de transformation de la gouvernance financière mondiale. L'idée centrale consiste à mieux articuler développement, climat, infrastructures et stabilité économique dans les pays du Sud. Emmanuel Macron cherche ainsi à positionner la France comme un acteur de réforme des institutions financières internationales afin de mieux répondre aux besoins des économies africaines confrontées à la dette, au sous-investissement et aux coûts élevés du financement international.

Transformer l'architecture financière internationale — Emmanuel Macron affirme avoir « la conviction qu'il nous faut transformer l'architecture financière internationale ». Cette formulation révèle l'ambition plus large de sa doctrine africaine. Le problème africain ne serait pas seulement celui des ressources disponibles, mais celui des règles mondiales de financement, de notation et d'accès au capital. Le Président français critique implicitement un système international incapable de financer efficacement les infrastructures, la santé, l'éducation ou les transitions économiques nécessaires au développement du continent africain.

L'argent public comme effet levier — Emmanuel Macron considère que les financements publics doivent désormais jouer un rôle de levier plutôt qu'assurer seuls le développement africain. Selon lui, les ressources publiques doivent être

prioritairement dirigées vers les secteurs « hors marché » tels que l'éducation, la santé, les infrastructures essentielles ou certaines filières agricoles. L'objectif consiste ensuite à attirer les capitaux privés grâce à des mécanismes de sécurisation financière capables de réduire le risque perçu par les investisseurs internationaux sur les marchés africains.

Le rôle du capital privé — L'entretien insiste fortement sur la nécessité d'augmenter la part du capital privé dans le financement des économies africaines. Emmanuel Macron estime qu'« il y a encore trop peu d'argent privé » sur le continent. Cette faiblesse limite selon lui les capacités de transformation économique, d'industrialisation et de développement des infrastructures africaines. La doctrine française cherche donc à repositionner les investissements privés comme moteurs essentiels de la croissance africaine, avec l'appui d'instruments publics de garantie et de réduction du risque.

Le problème des notations africaines — Emmanuel Macron souligne également que plusieurs pays africains « n'ont pas de notation, ou disposent de mauvaises notations ». Cette question technique devient dans son discours un enjeu géopolitique majeur. Les faibles notations financières augmentent considérablement le coût du capital pour les États africains et limitent leur accès aux grands financements internationaux. Le Président français considère que cette situation pénalise structurellement le développement du continent et empêche l'arrivée de volumes suffisants d'investissements privés de long terme.

Des économies exclues des grands financements — Emmanuel Macron affirme même que plusieurs pays africains « ne sont pas éligibles aux grands fonds de la Banque mondiale ». Cette situation révèle selon lui une contradiction profonde du système financier international : les pays ayant le plus besoin d'investissements structurants demeurent souvent ceux qui rencontrent le plus de difficultés à accéder aux financements internationaux à des conditions soutenables. Cette exclusion contribue à renforcer les inégalités de développement entre le continent africain et les grandes économies industrialisées.

Les garanties financières comme solution — Face à ces difficultés, Emmanuel Macron défend la mise en place de « garanties financières » capables de rassurer les investisseurs privés internationaux. Ces mécanismes permettraient de réduire les risques associés aux investissements africains et d'attirer davantage de capitaux vers les infrastructures, l'énergie, l'industrie ou l'agriculture. Le Président français considère même que cette capacité à sécuriser les investissements constitue « la clé » de la transformation économique du continent dans les prochaines décennies.

Finance in Common et la coordination internationale — Emmanuel Macron insiste également sur la nécessité d'améliorer la coopération entre les grandes institutions financières internationales : FMI, Banque mondiale, banques publiques de développement et agences nationales. Il présente l'initiative « Finance in Common » lancée par l'Agence française de développement comme une tentative de coordination internationale destinée à rendre les financements publics plus cohérents et plus efficaces. Cette approche traduit une volonté française de peser sur la réforme de la gouvernance financière mondiale autour des enjeux africains.

Une nouvelle doctrine économique africaine — Derrière ces propositions financières apparaît finalement une tentative de reconstruction plus large de la doctrine économique française en Afrique. La France ne cherche plus seulement à maintenir

des zones d'influence politiques ou militaires ; elle tente désormais de se positionner comme partenaire de la transformation économique, industrielle et financière du continent. Investissements, infrastructures, financement privé, industrialisation et souveraineté économique deviennent progressivement les nouveaux piliers du partenariat Afrique-France défendu par Emmanuel Macron.

Les ressources stratégiques et la souveraineté africaine

L'Afrique dans la transition énergétique mondiale — Emmanuel Macron inscrit explicitement l'Afrique au cœur des grandes transitions énergétiques et industrielles du XXI^e siècle. Les minerais critiques africains deviennent désormais indispensables aux batteries, aux véhicules électriques, aux infrastructures numériques et aux industries de défense. Cette évolution transforme profondément la place géopolitique du continent. L'Afrique n'est plus seulement perçue comme un espace périphérique d'extraction, mais comme un acteur central des nouvelles chaînes de valeur mondiales liées à la décarbonation et aux technologies stratégiques.

Les terres rares comme enjeu stratégique — Le Président français insiste particulièrement sur les « minerais critiques » et les « terres rares » dont l'Europe a besoin pour soutenir sa souveraineté industrielle et technologique. Cette dépendance aux ressources stratégiques devient un enjeu majeur des rapports internationaux contemporains. Les ressources minières africaines acquièrent ainsi une dimension géopolitique nouvelle. Leur contrôle, leur transformation et leur sécurisation conditionnent désormais une partie de la compétition économique mondiale entre puissances industrielles.

L'Afrique refuse le vieux modèle extractif — Emmanuel Macron reconnaît également que les États africains ne veulent plus se limiter à exporter des matières premières brutes. Il affirme que l'Afrique souhaite désormais « pouvoir les extraire et les valoriser chez elle ». Cette phrase marque une évolution importante du discours français. Elle reconnaît implicitement la légitimité des revendications africaines en faveur de la transformation locale, de l'industrialisation et d'une meilleure maîtrise nationale des chaînes de valeur minières stratégiques.

La transformation locale comme enjeu de souveraineté — La question de la transformation locale dépasse largement la seule dimension industrielle. Elle devient un enjeu de souveraineté économique. Tant que les ressources africaines sont extraites puis transformées ailleurs, la plus grande partie de la valeur ajoutée industrielle échappe aux économies africaines. Emmanuel Macron admet ainsi que les pays producteurs souhaitent désormais capter davantage de richesse, développer leurs industries nationales et construire des capacités technologiques liées à leurs propres ressources stratégiques.

Industrialiser plutôt qu'exporter — Derrière la question minière se joue en réalité celle du futur modèle de développement africain. Les ressources critiques peuvent soit prolonger des économies dépendantes de l'exportation brute, soit devenir les fondements d'une industrialisation nouvelle. Le discours macronien tente de se positionner sur cette seconde option. L'enjeu n'est plus seulement d'extraire des minerais pour les marchés mondiaux, mais de construire localement des capacités de transformation, de production et d'intégration industrielle autour de ces ressources stratégiques.

L'Europe à la recherche d'un nouveau partenariat — Emmanuel Macron cherche également à présenter l'Europe comme un partenaire différent des grandes puissances concurrentes. Selon lui, les Européens peuvent proposer un partenariat « gagnant-gagnant » fondé sur la transparence, le respect des règles et la création de valeur partagée. L'Europe apporterait ses capacités technologiques et industrielles tandis que l'Afrique renforcerait son rôle dans les chaînes de valeur stratégiques mondiales. Cette vision vise à distinguer le modèle européen des approches chinoises ou purement extractives.

La critique implicite du modèle chinois — Emmanuel Macron oppose explicitement cette approche européenne à celle de la Chine, qu'il accuse d'être « dans une logique prédatrice ». Il reproche notamment à Pékin de concentrer sur son territoire la transformation industrielle des ressources africaines afin d'y capter l'essentiel de la valeur ajoutée. Cette critique révèle l'intensification de la compétition mondiale autour des ressources critiques africaines. Les minerais deviennent désormais des instruments majeurs de puissance industrielle, technologique et géopolitique.

Les ressources comme levier de puissance africaine — Le discours d'Emmanuel Macron reconnaît implicitement que les ressources stratégiques peuvent devenir pour l'Afrique un levier de repositionnement historique dans les équilibres mondiaux. Les États africains disposent désormais d'actifs indispensables aux transitions énergétiques contemporaines. Cette centralité nouvelle leur offre potentiellement une capacité de négociation accrue face aux grandes puissances industrielles. La souveraineté africaine se joue alors dans la capacité à transformer cette richesse géologique en puissance économique durable.

La souveraineté économique comme objectif — Derrière les questions minières apparaît finalement un enjeu plus large : celui de la souveraineté économique africaine. Emmanuel Macron défend l'idée selon laquelle l'Afrique et l'Europe doivent éviter de devenir dépendantes de nouveaux empires économiques ou technologiques. Cette réflexion dépasse le seul cadre des matières premières. Elle concerne également la maîtrise des infrastructures, des chaînes industrielles, des financements et des capacités technologiques nécessaires au développement des économies contemporaines.

Une nouvelle géopolitique des ressources — Les ressources stratégiques africaines occupent désormais une place centrale dans les recompositions géopolitiques du XXI^e siècle. Transition énergétique, réindustrialisation, souveraineté technologique et compétition mondiale redonnent à l'Afrique une importance économique majeure. Emmanuel Macron tente ainsi de repositionner la relation Afrique-France autour de cette nouvelle centralité stratégique du continent. Mais cette ambition suppose aussi d'accepter une réalité nouvelle : les États africains veulent désormais davantage de contrôle, de transformation locale et de souveraineté sur leurs propres ressources.

Jeunesse, État et développement

La jeunesse comme bascule démographique — Emmanuel Macron rappelle que près de « 70 % de la population » africaine a moins de trente ans. Cette réalité démographique constitue selon lui l'un des grands enjeux stratégiques du continent au XXI^e siècle. L'Afrique entre dans une phase historique où sa croissance démographique devient à la fois une formidable réserve d'énergie humaine et un défi majeur pour les États. Cette jeunesse représente un potentiel économique considérable,

mais aussi une pression croissante sur les infrastructures, les systèmes éducatifs et les marchés du travail.

Une chance autant qu'une difficulté — Le Président français affirme que cette démographie est « à la fois une chance et une difficulté qu'elle doit surmonter ». Cette formule résume l'ambivalence du moment africain contemporain. La jeunesse peut devenir un moteur de croissance, d'innovation et de transformation économique. Mais elle peut également accentuer les fragilités sociales et politiques si les économies africaines demeurent incapables de créer suffisamment d'emplois, d'infrastructures et de perspectives d'intégration économique pour les nouvelles générations urbaines et diplômées.

L'emploi comme défi continental — Emmanuel Macron insiste particulièrement sur la nécessité de « faire une place sur le marché du travail à cette jeunesse ». La question de l'emploi apparaît ainsi comme l'un des pivots de la stabilité africaine future. Sans industrialisation, sans investissements productifs et sans montée en gamme des économies africaines, la croissance démographique risque d'alimenter le chômage de masse, l'informalité et les tensions sociales. Le développement économique devient alors inséparable de la capacité des États à absorber leur propre dynamique démographique.

L'éducation comme infrastructure stratégique — Le Président français considère également que l'éducation constitue une infrastructure essentielle du développement africain. Former des millions de jeunes devient une condition préalable à toute transformation économique durable. Emmanuel Macron insiste ainsi sur la nécessité d'investir dans les systèmes éducatifs, la formation professionnelle et les capacités universitaires du continent. Dans les économies contemporaines, la richesse ne repose plus uniquement sur les ressources naturelles mais aussi sur le capital humain, les compétences techniques et la maîtrise des nouvelles technologies.

Le retour de l'État développeur — Emmanuel Macron affirme explicitement qu'« il faut des États forts ». Cette phrase marque une évolution importante du discours occidental sur le développement africain. Pendant longtemps, les doctrines économiques internationales ont privilégié les logiques de libéralisation et de retrait de l'État. Le Président français insiste désormais sur la nécessité de capacités publiques solides capables d'organiser l'éducation, la santé, les infrastructures et les mécanismes de redistribution indispensables à la stabilité des sociétés africaines contemporaines.

Fiscalité et redistribution — Emmanuel Macron souligne également que les États doivent accepter de « prélever un minimum sur la ressource et de redistribuer ». Cette remarque réintroduit la question fiscale au cœur du développement africain. Les ressources minières, énergétiques ou agricoles ne peuvent produire de stabilité durable sans mécanismes de redistribution publique capables de financer les services essentiels. La souveraineté économique suppose donc aussi une capacité fiscale et administrative permettant aux États africains de transformer leurs ressources en politiques publiques durables.

La sécurité contre les hôpitaux et les écoles — Emmanuel Macron reconnaît toutefois que plusieurs États africains demeurent prisonniers d'un arbitrage permanent entre sécurité et développement. Il explique que « la sécurité est devenue une priorité budgétaire au détriment des hôpitaux ou des écoles ». Cette situation résume le cercle vicieux auquel sont confrontés plusieurs pays du continent. Les crises sécuritaires absorbent une part croissante des ressources publiques et limitent les capacités

d'investissement dans les infrastructures sociales indispensables à la stabilité de long terme.

Les trafics et la fragilisation des États — Le Président français évoque également « l'explosion des trafics illicites », des violences terroristes et des tensions communautaires qui ont fragilisé plusieurs pays africains pourtant engagés dans des trajectoires de développement positives. Cette lecture associe directement sécurité et gouvernance économique. Les conflits ne détruisent pas seulement des vies humaines ; ils désorganisent aussi les administrations, les investissements, les infrastructures et les capacités de transformation économique des États concernés.

Le développement comme stabilisation — Derrière cette analyse apparaît une idée centrale de la doctrine macronienne : la stabilité sécuritaire ne peut être durable sans développement économique et social. La lutte contre le terrorisme ou les trafics ne peut reposer uniquement sur des réponses militaires. Elle suppose également des emplois, des services publics, des infrastructures et des perspectives économiques pour les populations les plus vulnérables. Sécurité et développement apparaissent ainsi comme deux dimensions inséparables de la souveraineté étatique contemporaine.

Une Afrique de la transformation humaine — Emmanuel Macron cite enfin le Maroc, l'Afrique du Sud ou le Kenya parmi les pays ayant déjà réalisé « d'énormes progrès » dans certains domaines éducatifs, économiques et institutionnels. Cette référence vise à montrer que le développement africain ne relève pas d'une fatalité historique mais de trajectoires politiques, économiques et institutionnelles différenciées. L'avenir du continent dépendra largement de sa capacité à transformer son immense dynamique démographique en puissance humaine, économique et technologique durable.

3. Les contradictions de la doctrine Macron

L'Algérie, l'immigration et les fractures françaises

L'Algérie comme relation incontournable — Emmanuel Macron considère que la relation franco-algérienne demeure l'un des axes stratégiques majeurs de la politique africaine et méditerranéenne française. Malgré les tensions diplomatiques récentes, il affirme qu'« il est de l'intérêt de la France de bien s'entendre avec l'Algérie » tout comme il est de l'intérêt d'Alger de préserver cette relation. Cette position traduit un réalisme géopolitique : sécurité, énergie, immigration et coopération régionale rendent les deux pays structurellement interdépendants.

La mémoire coloniale comme fracture persistante — Emmanuel Macron rappelle avoir multiplié depuis 2017 les gestes mémoriels concernant la guerre d'Algérie, les harkis, les pieds-noirs et les violences coloniales. Il insiste sur le fait que « les mots ont été prononcés » et que plusieurs formes de reconnaissance officielle ont été engagées. Cette politique mémorielle devait permettre d'apaiser une relation historiquement marquée par les blessures coloniales. Mais elle révèle aussi les limites de l'exercice : la mémoire demeure un sujet de confrontation politique des deux côtés de la Méditerranée.

Le Sahara occidental comme point de rupture — Emmanuel Macron reconnaît explicitement que la relation avec Alger s'est fortement dégradée après le soutien français au plan marocain sur le Sahara occidental. Ce choix diplomatique est présenté comme « un choix souverain » effectué avec le Maroc et non contre l'Algérie. Pourtant, cette décision a ravivé une crise majeure avec Alger et démontré combien les équilibres maghrébins restent sensibles pour la diplomatie française. La question saharienne demeure ainsi l'un des principaux foyers de tension régionale.

Une confrontation entretenue des deux côtés — Emmanuel Macron affirme également qu'« une partie de la classe politique française » comme « une partie de la classe politique algérienne » ne souhaitent pas réellement l'apaisement entre Paris et Alger. Cette remarque souligne le caractère profondément politique et intérieur de la relation franco-algérienne. Les tensions mémorielles, identitaires et migratoires alimentent régulièrement les débats nationaux des deux pays et rendent toute stabilisation diplomatique particulièrement fragile.

Immigration et politique intérieure française — L'entretien montre également combien les questions africaines sont désormais liées aux fractures internes de la société française. Emmanuel Macron reconnaît que l'immigration constitue un sujet fortement instrumentalisé par l'extrême droite française. Les débats sur l'Afrique, l'islam ou les migrations dépassent désormais le seul champ diplomatique. Ils deviennent des éléments centraux des tensions identitaires, sociales et politiques traversant la France contemporaine.

Une lecture historique des migrations — Emmanuel Macron tente toutefois de replacer les tensions migratoires dans une perspective historique plus longue. Il rappelle les hostilités qui avaient accompagné l'arrivée des immigrations polonaise, italienne puis maghrébine au cours du XXe siècle. Cette comparaison vise à montrer que les crispations actuelles ne constituent pas une singularité historique. Le Président français cherche ainsi à défendre l'idée selon laquelle les sociétés françaises ont

toujours traversé des phases de tensions liées aux transformations démographiques et migratoires.

L’universalisme républicain comme doctrine — Emmanuel Macron se présente comme un « fervent partisan de l’universalisme républicain ». Cette référence constitue un élément central de sa vision politique française. Il explique ne pas demander aux individus « de lui ressembler à 100 % », mais de partager les valeurs permettant de « faire société ». Cette conception universaliste cherche à défendre une intégration fondée sur l’école, le travail et l’adhésion aux principes républicains plutôt que sur des logiques communautaires ou identitaires.

L’islam et la République — Le Président français reconnaît également l’existence de tensions autour de la question de l’islam en France. Il explique mener un travail visant à « structurer l’islam » afin de démontrer que la République est compatible avec toutes les religions dès lors qu’elles respectent ses règles. Cette question devient dans son discours un enjeu à la fois sécuritaire, culturel et politique. Elle relie directement les débats français sur la laïcité aux transformations démographiques et sociales issues de l’histoire coloniale et migratoire.

Les fractures sociales derrière les tensions identitaires — Emmanuel Macron estime toutefois que les tensions actuelles trouvent d’abord leur origine dans « la désindustrialisation, la crise économique et le chômage ». Cette analyse cherche à replacer les conflits identitaires dans un contexte plus large de fragilisation sociale et territoriale. Les débats sur l’immigration ou l’islam seraient ainsi amplifiés par les inégalités économiques, le déclassement social et les fractures territoriales qui traversent une partie de la société française contemporaine.

Les contradictions du macronisme africain — Cette articulation entre Afrique, immigration, mémoire coloniale et tensions identitaires révèle finalement l’une des principales contradictions de la doctrine africaine d’Emmanuel Macron. La France cherche à construire une relation postcoloniale plus équilibrée avec l’Afrique tout en demeurant traversée intérieurement par les héritages politiques, culturels et migratoires issus de son histoire impériale. La politique africaine française ne peut ainsi être séparée des débats sur l’identité nationale, la République et la place de l’islam dans la société française contemporaine.

Une doctrine cohérente confrontée à la réalité africaine

Une véritable vision stratégique africaine — L’entretien accordé par Emmanuel Macron à Jeune Afrique et The Africa Report révèle une doctrine africaine plus structurée qu’il n’y paraît souvent dans le débat public français. Le Président français articule mémoire coloniale, souveraineté africaine, réforme financière internationale, sécurité, industrialisation et transition énergétique dans une même lecture géopolitique. Depuis le discours de Ouagadougou de 2017 jusqu’au sommet Africa Forward de Nairobi, une cohérence doctrinale se dessine autour de l’idée d’un « partenariat réinventé » entre l’Europe et l’Afrique.

La fin assumée du pré carré — Emmanuel Macron apparaît également comme le premier président français à reconnaître aussi explicitement l’épuisement du modèle historique de la Françafrique. Lorsqu’il critique la logique du « pré carré », reconnaît les ambiguïtés des relations postcoloniales ou accepte la transformation du franc CFA, il admet implicitement que les instruments traditionnels de l’influence française ne

sont plus adaptés à l’Afrique contemporaine. Cette rupture doctrinale constitue l’un des éléments les plus originaux de sa politique africaine depuis 2017.

Une Afrique devenue souveraine dans ses choix — Le discours macronien reconnaît également une transformation fondamentale du continent africain : les États africains disposent désormais d’une capacité accrue de diversification diplomatique, économique et militaire. La Chine, la Russie, la Turquie ou les puissances du Golfe offrent de nouvelles alternatives stratégiques aux gouvernements africains. La France ne peut plus prétendre exercer seule une influence structurante sur ses anciens partenaires. L’Afrique entre progressivement dans une logique multipolaire où les souverainetés nationales cherchent à maximiser leurs marges de manœuvre internationales.

La perte d’influence française — Pourtant, cette lucidité doctrinale s’accompagne d’un affaiblissement visible de la puissance française sur le continent. Le retrait militaire du Mali, du Burkina Faso et du Niger, la montée des discours antifrançais et l’érosion de l’influence politique de Paris traduisent une crise profonde de crédibilité. Même lorsque la France tente de transformer sa présence, elle demeure souvent associée aux héritages historiques de la Françafrique, aux interventions militaires et aux ambiguïtés postcoloniales qui continuent d’alimenter la méfiance d’une partie des opinions africaines.

Le défi de crédibilité postcoloniale — La difficulté majeure du macronisme africain réside probablement dans cette contradiction : vouloir construire une relation post-impériale tout en représentant l’ancienne puissance coloniale. Emmanuel Macron peut reconnaître les erreurs du passé, promouvoir les restitutions culturelles ou réformer certains dispositifs historiques, mais la France continue d’incarner pour beaucoup l’ancien système d’influence politique, militaire et économique construit après les indépendances. La crédibilité du nouveau discours français demeure ainsi constamment fragilisée par le poids des représentations historiques.

Le Sahel comme crise de légitimité — La séquence sahélienne a particulièrement révélé cette crise de légitimité française. Malgré les sacrifices militaires consentis par Paris, la présence française a progressivement été perçue comme inefficace, intrusive ou néocoloniale par une partie croissante des populations locales. Emmanuel Macron lui-même reconnaît que les bases militaires françaises « n’étaient plus comprises ». Le problème n’était donc pas seulement militaire. Il concernait plus profondément la capacité de la France à justifier politiquement sa présence dans un environnement africain transformé par les souverainismes contemporains.

La montée des souverainismes africains — L’Afrique décrite dans l’entretien de 2026 est une Afrique beaucoup plus affirmée politiquement qu’au cours des décennies précédentes. Les États africains revendiquent désormais davantage de contrôle sur leurs ressources, leurs partenariats militaires, leurs politiques monétaires et leurs trajectoires diplomatiques. Emmanuel Macron lui-même reconnaît qu’il faut laisser les pays sahéliens « tracer leur propre chemin ». Cette phrase résume le basculement historique en cours : la France ne peut plus organiser ou orienter seule les équilibres politiques régionaux africains.

Le paradoxe du partenariat réinventé — Le « partenariat réinventé » défendu par Emmanuel Macron se heurte alors à une difficulté structurelle. Plus la France reconnaît la souveraineté africaine, moins elle peut maintenir les instruments traditionnels de son influence continentale. La doctrine macronienne tente précisément de résoudre

cette contradiction en substituant l'investissement, l'innovation, la culture et les infrastructures aux anciens mécanismes politico-militaires de la Françafrique. Mais cette transition demeure inachevée et ses résultats restent encore limités sur le plan géopolitique concret.

Une Afrique de la concurrence stratégique — Emmanuel Macron doit également composer avec un environnement international profondément transformé. L'Afrique n'est plus un espace d'influence quasi exclusif pour les anciennes puissances européennes. Elle devient un terrain de compétition mondiale où interviennent simultanément la Chine, la Russie, la Turquie, les États-Unis, l'Inde ou les monarchies du Golfe. Dans ce contexte, la France devient un partenaire parmi d'autres, obligé de convaincre plutôt que d'imposer ses priorités historiques aux États africains.

Les limites du macronisme africain — La doctrine africaine d'Emmanuel Macron apparaît ainsi à la fois ambitieuse intellectuellement et limitée politiquement. Elle identifie avec lucidité la fin du pré carré, l'importance des souverainetés africaines et les nouvelles réalités multipolaires du continent. Mais elle peine encore à produire une relation réellement stabilisée entre Paris et plusieurs espaces africains stratégiques. Le macronisme africain aura probablement tenté de fermer le cycle historique de la Françafrique sans parvenir totalement à définir la place nouvelle que la France peut durablement occuper dans l'Afrique du XXI^e siècle.

Conclusion — La France après la Françafrique

La tentative de fermeture du cycle postcolonial — Depuis son arrivée au pouvoir en 2017, Emmanuel Macron aura probablement été le président français ayant le plus explicitement tenté de refermer le cycle historique de la Françafrique. Condamnation de la colonisation, réforme du franc CFA, restitutions culturelles, critique du « pré carré » ou transformation de la présence militaire française : l'ensemble de ces initiatives traduisait une volonté de reconstruire la relation entre la France et l'Afrique sur des bases nouvelles. Le sommet Africa Forward organisé à Nairobi apparaît comme l'aboutissement symbolique de cette tentative de refondation doctrinale.

Une doctrine africaine cohérente — L'entretien accordé à Jeune Afrique et The Africa Report révèle une véritable cohérence intellectuelle dans la vision africaine d'Emmanuel Macron. Le Président français articule souveraineté africaine, réforme de l'architecture financière internationale, industrialisation, investissements, sécurité et transition énergétique dans une même lecture stratégique du continent. L'Afrique n'est plus pensée comme une périphérie assistée mais comme un acteur central des grandes transformations démographiques, énergétiques et géopolitiques du XXI^e siècle.

La fin du modèle historique français — Pourtant, cette tentative de transformation s'est accompagnée d'un affaiblissement visible de l'influence française sur plusieurs espaces africains majeurs. Le retrait militaire du Sahel, la montée des discours antifrançais, l'érosion des réseaux historiques d'influence et la concurrence croissante des nouvelles puissances ont profondément fragilisé le modèle africain construit par la France depuis les indépendances. Emmanuel Macron reconnaît lui-même que certaines formes de présence française « n'étaient plus comprises » et étaient devenues politiquement intenable.

Le Sahel comme rupture historique — La séquence sahélienne restera probablement comme le moment de bascule de cette transformation. Barkhane avait été pensée comme une infrastructure sécuritaire durable de stabilisation régionale ; elle est progressivement devenue le symbole de l'épuisement du modèle postcolonial français. Le départ du Mali, du Burkina Faso et du Niger a révélé qu'aucune puissance extérieure ne pouvait désormais maintenir durablement une présence militaire importante sans légitimité politique et sociale locale. Cette crise dépasse largement la seule dimension sécuritaire ; elle marque la fin d'une certaine architecture française de puissance en Afrique.

Une Afrique désormais multipolaire — L'Afrique décrite par Emmanuel Macron en 2026 est un continent profondément transformé. Chine, Russie, Turquie, États du Golfe, Inde ou États-Unis participent désormais à une compétition mondiale pour les ressources, les infrastructures, les marchés et les partenariats stratégiques africains. Les États africains disposent aujourd'hui de marges de manœuvre diplomatiques bien plus importantes qu'au cours des décennies précédentes. Ils peuvent diversifier leurs alliances, faire jouer les concurrences internationales et revendiquer davantage de souveraineté sur leurs ressources et leurs trajectoires politiques.

La France comme partenaire parmi d'autres — Dans ce nouvel environnement, la France ne peut plus prétendre occuper une position privilégiée ou structurante sur le continent africain. Elle devient un acteur parmi d'autres, obligé de convaincre plutôt que d'imposer. Emmanuel Macron semble lui-même reconnaître cette évolution

lorsqu'il affirme qu'il faut laisser les États africains « tracer leur propre chemin ». Cette phrase résume probablement le principal basculement géopolitique de la relation Afrique-France contemporaine : la fin progressive d'une logique tutélaire héritée de l'histoire postcoloniale.

Le défi de la crédibilité post-impériale — Le problème central auquel se heurte désormais la France est celui de la crédibilité de sa relation postcoloniale avec l'Afrique. Comment construire un partenariat équilibré lorsque persistent les mémoires coloniales, les suspicions de dépendance économique et les traces des anciennes architectures d'influence ? Comment défendre un discours de souveraineté africaine tout en cherchant à préserver des intérêts stratégiques français dans un continent devenu hautement concurrentiel ? Toute la difficulté du macronisme africain réside précisément dans cette tension entre rupture doctrinale et héritage historique.

Une relation à réinventer dans un monde de souverainetés concurrentes — L'entretien d'Emmanuel Macron montre finalement que la question africaine française est entrée dans une nouvelle phase historique. La Françafrique comme système de puissance organisé autour du pré carré, des bases militaires permanentes et des réseaux politiques privilégiés apparaît progressivement dépassée. Mais le modèle alternatif reste encore en construction. Dans une Afrique multipolaire, souveraine et fortement convoitée pour ses ressources stratégiques, la question centrale devient désormais celle-ci : comment construire une relation post-impériale crédible entre la France et l'Afrique dans un monde de souverainetés concurrentes ?